

Imaginons notre monde...
Thème : Sciences et Technologies

Les incertitudes sur la nature du virus Covid-19 et les moyens de s'en protéger, les politiques de confinement mises en œuvre et leurs implications dans nos vies, y compris pour les plus vulnérables, mais également sur nos usages des technologies, sont autant d'éléments qui nous conduisent à revendiquer une re-politisation de la science. Cela passe notamment par une réévaluation des rapports entre technique et nature, biens communs et santé, et enfin une résistance active face aux dangers du capitalisme numérique et d'une société de surveillance généralisée.

Bien sûr, nous devons combattre les discours obscurantistes que l'on retrouve parfois, y compris dans les milieux écologistes. Nous sommes, par exemple, tous favorables à la recherche d'un vaccin qui adaptera la réponse immunologique de notre corps. Nous reconnaissons également que la vie numérique peut être source d'intelligence collective, de communication interculturelle.

Nous faisons d'ailleurs le constat des lacunes dans le bagage scientifique des citoyens et de nos dirigeants. Il importe donc d'améliorer nos connaissances scientifiques basiques avec un enseignement généralisé de la méthode scientifique, de la philosophie des sciences et de leur histoire.

Il s'agit d'un préalable indispensable pour reconnecter le citoyen et la science. Cette crise révèle en effet l'autonomisation de la sphère scientifique vis à vis des citoyens et des politiques. L'autorité du raisonnement scientifique semble s'imposer à tous, et toute autre parole est jugée non crédible face à la complexité des enjeux. Pourtant, qu'il s'agisse de décider de l'opportunité du maintien des élections municipales, de mener des tests pour élaborer des traitements, ou des scénarios de sortie de confinement, la parole scientifique ne peut éclairer qu'une partie seulement des enjeux. Nous remettons en cause cette « dépolitisation de la science » et nous pensons, à l'instar de ce qui se passe pour l'économie, que chaque citoyen.ne doit pouvoir légitimement mieux comprendre et mieux appréhender les enjeux pour pouvoir formuler un avis. Nous considérons que toute question scientifique, y compris les questions médicales, si elles doivent bien entendu être éclairées par les avis des scientifiques, **doivent être tranchées par les citoyens eux-mêmes.**

C'est une relation complexe entre scientifiques, société civile, citoyens et politique que nous devons réinventer.

Pour autant, il est essentiel de repenser la technique avec humilité dans son rapport à la nature. Avec l'idée de maîtrise de la nature, l'homme a tout pris et ne s'est jamais enquis de la restauration que la nature devait faire de ce qu'il lui prenait. Il s'est comporté comme un parasite et comme les parasites le font parfois, il est à deux doigts de tuer sa planète. La technique n'est maîtrisée que dans un regard local étroit. Réellement, elle est tissage avec la nature de possibilités que cette nature contient. Il nous faut quitter la posture du maître qui n'est qu'apparence, et tirer les conséquences dans tous les domaines de cette idée du tissage technique, du mélange dans lequel la part de chacun est inséparable de la part de l'autre et que l'une, la technique, sans l'autre, la nature ne saurait exister.

Remettre la science à sa « juste place », c'est reconnaître que la science ne « sauvera pas l'humanité » (la crise nous rappelle à notre fragilité animale), que la recherche,

l'invention, sont intrinsèquement liées à l'essence même de l'humanité : il s'agit d'une activité fondamentale de l'être humain. C'est aussi reconnaître que la recherche ne doit pas chercher à rendre l'Homme extérieur à la Nature. **Nous devons donc considérer la science comme un « commun » et mettre en place la pluralité d'acteurs qui permettra d'en prendre soin.**

Enfin, les dangers de la technologie et des usages qui en sont faits par un capitalisme numérique de surveillance généralisée réclament de notre part un sursaut urgent.

Prenons conscience que la vie connectée ne peut durablement se substituer à la vie vécue, que les succédanés de débats par Internet ne remplaceront jamais la présence, le dialogue de vive voix et le langage non verbal. Chacune et chacun doit réfléchir dès maintenant à la manière dont il est possible de défendre ce droit à la rencontre (réunions d'habitants, assemblées populaires, manifestations), sans lequel aucun droit politique, ni la démocratie et donc l'émancipation citoyenne associée ne sont possibles, et sans lequel aucun rapport de force, pour quelque lutte que ce soit, ne peut jamais se constituer.

Le tout-numérique conduit à une déshumanisation de nos sociétés et renforce la fracture sociale. Qu'il s'agisse des services publics, de l'école, de l'entreprise, le maintien d'un contact direct d'humain à humain est essentiel à notre qualité de vie. A titre d'illustration, nous devons donc lutter pour maintenir l'existence d'un service postal bon marché qui ne soit pas entièrement remplacé par les messageries électroniques car la fracture numérique touche encore 13 millions de français. Nous devons aussi prendre conscience, pour s'y opposer, à une généralisation imposée du télétravail source de nouvelles souffrances psycho-sociales.

De nouvelles technologies qui n'apportent aucun bénéfice humain tangible entraînent, par contre, des risques sanitaires réels. C'est le cas de la 5G dont le développement doit être contrecarré par tout moyen, mais aussi de l'installation de nouvelles antennes-relais 4G dont l'impact sanitaire est sous-estimé.

Enfin, si nous voulons préserver nos libertés face à un capitalisme numérique qui utilise les logiques de concurrence et de rentabilité pour promouvoir un système de surveillance généralisée, la résistance doit être massive : boycott des applications de traçage électronique, relégation des téléphones portables trop perfectionnés...